



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 août 2001  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-cinquième session Cinquième Commission

Point 153 a) de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies :  
financement des opérations de maintien de la paix  
des Nations Unies**

### **Montant des ressources approuvées au titre des opérations de maintien de la paix pour la période écoulée (1er juillet 2000-30 juin 2001) et pour la période en cours (1er juillet 2001-30 juin 2002); et montant indicatif des charges à répartir entre les États Membres pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002**

#### **Note du Secrétaire général**

1. En application du paragraphe 8 de la section I de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994, les informations relatives au montant estimatif initial des ressources à prévoir pour toutes les opérations de maintien de la paix en cours, y compris au titre du compte d'appui pour les opérations de maintien de la paix et de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, ont été communiquées par le Secrétaire général dans sa note datée du 31 mai 2001 (A/C.5/55/43).

2. Conformément à la pratique établie, une deuxième note, qui devrait normalement être publiée au début de 2002, contiendra une mise à jour des données initiales compte tenu des mesures financières que l'Assemblée générale pourrait prendre d'ici à la fin de sa cinquante-sixième session ordinaire, fin décembre 2001.

3. En mai 2001, durant la deuxième partie de la reprise de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, qui a récemment pris fin, un certain nombre de représentants des États Membres à la Cinquième Commission ont fait valoir que, du fait qu'il sera nécessaire de présenter à l'Assemblée générale les budgets révisés d'un certain nombre d'opérations de maintien de la paix en transition et que des mesures financières supplémentaires devront être prises à leur égard en 2001-2002, le Secrétariat devrait présenter des mises à jour plus fréquentes sur les données financières relatives à ces opérations. Certains ont également jugé souhai-

table que ces mises à jour contiennent des données sur les contributions mises en recouvrement au titre de ces opérations.

4. La présente note a été établie conformément aux vœux exprimés par les États Membres (voir par. 3 ci-dessus).

5. L'annexe I à la présente note est nouvelle. Elle contient, pour la première fois, des informations sur le montant total des ressources nécessaires au titre de chaque opération de maintien de la paix pour la période de 12 mois écoulée (1er juillet 2000-30 juin 2001), telles qu'elles ont été approuvées par l'Assemblée générale à la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-quatrième session (juin 2000), à sa cinquante-cinquième session ordinaire (décembre 2000), à la première partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session (mars 2001), et à la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session (juin 2001). Comme il ressort de cette annexe, le montant total des crédits ouverts par l'Assemblée générale au titre de toutes les opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 s'est élevé à environ 2 milliards 63 millions de dollars, dont des contributions volontaires en espèces reçues des Gouvernements chypriote et grec au titre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), et du Gouvernement koweïtien au titre de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK).

6. L'annexe II à la présente note contient une mise à jour des informations financières figurant dans la note du Secrétaire général en date du 31 mai 2001 (A/C.5/55/43), et donne le montant des crédits ouverts, des engagements de dépenses autorisés et des sommes mises en recouvrement, tel qu'approuvé par l'Assemblée générale la fin de la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session, le 14 juin 2001, au titre de toutes les opérations de maintien de la paix en activité pour la période de 12 mois en cours (1er juillet 2001-30 juin 2002). Comme il ressort de l'annexe II, le montant total des crédits ouverts à ce jour par l'Assemblée générale au titre de toutes les opérations de maintien de la paix en activité pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 s'élève à environ 1 milliard 77 millions de dollars, dont les contributions volontaires en espèces versées par les Gouvernements chypriote et grec au titre de l'UNFICYP et par le Gouvernement koweïtien au titre de la MONUIK.

7. Les projets de budget révisé relatifs à un certain nombre de missions en transition [FINUL, Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)] sont en cours d'élaboration pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002. Des projets de budget révisé seront également soumis au titre du compte d'appui pour les opérations de maintien de la paix et de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, aux fins de la mise en oeuvre des recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies (voir A/55/977). Compte tenu des informations actuellement disponibles, on peut prévoir que, d'ici à ce que l'Assemblée générale ait achevé l'examen des projets de budget révisé de ces missions, et ait approuvé les mesures financières supplémentaires y relatives, le montant total des ressources nécessaires

pour chacune des missions de maintien de la paix en activité au cours de la période considérée dépassera vraisemblablement les 3 milliards de dollars.

8. Les annexes III A et B sont nouvelles. Elles contiennent, pour la première fois, un état récapitulatif indicatif des charges à répartir entre les États Membres suite à l'adoption par l'Assemblée générale, lors de la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session, qui a récemment pris fin (en juin 2001), des résolutions relatives au financement des différentes missions de maintien de la paix en activité. L'annexe III A présente, pour chaque mission en activité, des données relatives au montant du solde inutilisé au titre de la période précédente (1er juillet 1999-30 juin 2000), à porter au crédit des États Membres, au total des montants répartis et au montant mensuel correspondant pour chaque mission, et aux sommes qui peuvent être initialement mises en recouvrement, au titre de chaque mission, pour la période en cours (1er juillet 2001-30 juin 2002), compte tenu de la durée du mandat actuel des missions ou de leur mandat prorogé, telle qu'approuvée par le Conseil de sécurité. L'annexe III B donne, pour chaque mission achevée, des informations sur le montant des soldes inutilisés au titre de la période antérieure (1er juillet 1999-30 juin 2000), également à porter au crédit des États Membres.

9. Il est précisé que les montants à répartir qui figurent dans l'annexe III A sont des montants indicatifs, dont l'objet est d'aider les États Membres à mieux planifier les sommes qui seront mises en recouvrement auprès d'eux et le calendrier éventuel de ces mises en recouvrement. Les montants à répartir figurant à l'annexe III A ne peuvent être qu'indicatifs car les montants qui figurent dans les lettres de mise en recouvrement adressées par la Section des contributions aux missions permanentes des États Membres doivent tenir compte de la décision de l'Assemblée générale selon laquelle, dans le cas des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre d'une mission, il sera déduit des charges à répartir au titre de 2001-2002 leur part du solde inutilisé au titre de 1999-2000; et, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la mission, leur part du solde inutilisé sera déduite des sommes dont ils demeurent redevables. D'autres sommes peuvent également venir en déduction des montants effectifs mis en recouvrement auprès des États Membres par la Section des contributions.

## Annexe I

**Budgets des opérations de maintien de la paix pour la période  
du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001,**

**tels qu'approuvés par l'Assemblée générale au cours de la deuxième partie  
de la reprise de sa cinquante-quatrième session (juin 2000),  
de sa cinquante-cinquième session ordinaire (décembre 2000),  
de la première partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session  
(mars 2001), et de la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-cinquième  
session (juin 2001)**

(En dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i> <i>MONUG</i>	<i>(2)</i> <i>MINUBH</i>	<i>(3)</i> <i>MINUK</i>	<i>(4)</i> <i>UNFICYP</i>	<i>(5)</i> <i>FNUOD</i>	<i>(6)</i> <i>FINUL</i>
1. Personnel militaire	4 863 200	1 825 400	7 881 500	22 456 700	18 746 300	117 535 300
2. Personnel civil	12 785 400	114 695 100	323 051 100	9 341 000	5 158 000	27 213 800
3. Dépenses opérationnelles						
Locaux/hébergement	1 072 500	3 562 000	10 137 100	1 253 600	1 523 700	8 602 700
Remise en état des infrastructures	200 000	100 000	–	219 000	–	–
Transports	3 398 400	6 964 600	13 728 800	1 462 400	5 820 600	19 907 600
Opérations aériennes	2 437 700	2 788 300	6 130 400	1 214 100	–	2 182 500
Opérations navales	–	–	–	–	–	–
Transmissions	771 100	5 431 500	19 782 400	864 500	481 700	4 711 300
Matériels divers	482 700	2 290 400	20 345 800	656 800	866 200	5 784 100
Fournitures et services	577 100	3 675 700	17 628 500	1 784 800	1 367 400	7 668 400
Fret aérien et de surface	230 000	150 000	1 800 000	82 000	181 000	1 388 300
4. Autres programmes	73 000	472 200	1 567 900	39 300	50 400	123 000
5. Contributions du personnel	1 508 700	8 044 800	27 946 500	1 665 600	751 400	3 980 919
<b>Total partiel</b>	<b>28 399 800</b>	<b>150 000 000</b>	<b>450 000 000</b>	<b>41 039 800</b>	<b>34 946 700</b>	<b>199 097 919</b>
6. Montant calculé au prorata au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi <sup>c</sup>	222 865	1 177 285	–	322 085	274 295	1 089 216
7. Montant calculé au prorata au titre du compte d'appui	1 425 532	7 530 382	–	2 060 180	1 754 501	6 967 059
<b>Total</b>	<b>30 048 197</b>	<b>158 707 667</b>	<b>450 000 000</b>	<b>43 422 065</b>	<b>36 975 496</b>	<b>207 154 194</b>
<b>Engagements de dépenses autorisés et sommes mises en recouvrement</b>	–	–	–	–	–	–
<b>Total partiel</b>	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>30 048 197</b>	<b>158 707 667</b>	<b>450 000 000</b>	<b>43 422 065<sup>a</sup></b>	<b>36 975 496</b>	<b>207 154 194</b>

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
MONUIK	ATNUTO	MINURSO	MONUA	MINURCA	MINUSIL	MONUC	MINUEE	Total
24 647 000	230 940 500	7 450 200	–	–	359 587 600	33 175 400	64 188 500	<b>893 297 600</b>
13 071 200	191 491 600	24 975 900	130 500	73 200	39 540 800	28 790 500	16 689 500	<b>807 007 600</b>
1 322 200	8 467 600	554 600	–	–	18 070 900	11 451 500	10 955 500	<b>76 973 900</b>
38 000	9 400 000	30 000	–	–	2 385 000	5 130 000	220 000	<b>17 722 000</b>
3 152 900	13 536 800	1 285 200	–	–	14 225 100	37 534 100	14 046 900	<b>135 063 400</b>
2 908 100	55 210 100	4 947 800	–	–	56 891 200	63 295 500	22 665 700	<b>220 671 400</b>
108 300	2 035 900	–	–	–	–	–	–	<b>2 144 200</b>
787 300	14 884 100	1 052 100	–	–	5 433 200	26 139 600	17 567 900	<b>97 906 700</b>
642 200	4 862 300	1 389 500	–	–	15 453 500	22 362 700	10 279 100	<b>85 415 300</b>
1 080 800	10 319 700	1 032 200	–	29 600	14 637 600	9 010 000	4 969 000	<b>73 780 800</b>
50 000	1 500 000	37 300	–	–	19 837 000	32 785 000	14 003 000	<b>72 043 600</b>
15 000	3 403 000	18 000	–	–	688 100	411 300	2 281 800	<b>9 143 000</b>
1 995 000	16 948 400	3 838 800	13 000	13 000	3 250 000	3 034 000	2 133 100	<b>75 123 219</b>
<b>49 818 000</b>	<b>563 000 000</b>	<b>46 611 600</b>	<b>143 500</b>	<b>115 800</b>	<b>550 000 000</b>	<b>273 119 600</b>	<b>180 000 000</b>	<b>2 566 292 719</b>
391 038	–	365 778	1 138	530	3 741 370	–	–	<b>7 585 600<sup>d</sup></b>
2 501 232	–	2 339 659	7 278	3 396	23 931 281	–	9 190 200 <sup>c</sup>	<b>57 710 700<sup>e</sup></b>
<b>52 710 270</b>	<b>563 000 000</b>	<b>49 317 037</b>	<b>151 916</b>	<b>119 726</b>	<b>577 672 651</b>	<b>273 119 600</b>	<b>189 190 200</b>	<b>2 631 589 019</b>
–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>52 710 270<sup>b</sup></b>	<b>563 000 000</b>	<b>49 317 037</b>	<b>151 916</b>	<b>119 726</b>	<b>577 672 651<sup>f</sup></b>	<b>273 119 600</b>	<b>189 190 200</b>	<b>2 631 589 019</b>

*Notes de l'annexe I*

- <sup>a</sup> Y compris des contributions volontaires en espèces du Gouvernement chypriote, d'un montant de 13 801 375 dollars, et du Gouvernement grec, d'un montant de 6,5 millions de dollars.
- <sup>b</sup> Y compris une contribution volontaire en espèces du Gouvernement koweïtien d'un montant de 33 525 000 dollars.
- <sup>c</sup> Dépenses afférentes à la phase initiale de la mise en oeuvre du rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies.
- <sup>d</sup> Compte tenu d'un montant de 1 731 800 dollars, correspondant au report du solde inutilisé et aux intérêts, ainsi qu'à des recettes diverses au titre de la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999.
- <sup>e</sup> Compte tenu d'un montant de 2 179 400 dollars, correspondant au report du solde inutilisé et aux intérêts, ainsi qu'à des recettes diverses au titre de la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999.
- <sup>f</sup> Conformément à la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale a approuvé l'ouverture d'un crédit total de 577 672 651 dollars en chiffres bruts, au titre de la MINUSIL, mais n'a mis en recouvrement qu'un montant brut de 541 035 851 dollars. L'opportunité de mettre en recouvrement le solde de 36 636 800 dollars sera examinée dans le cadre du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget pour la période considérée, qui sera présenté à l'Assemblée générale à la reprise de sa cinquante-sixième session, début 2002.



## Annexe II

**Crédits ouverts/engagements de dépenses autorisés et sommes mises en recouvrement au titre des opérations de maintien de la paix pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002,**

**tels qu'approuvés par l'Assemblée générale au cours de la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session (juin 2001)**

(En dollars des États-Unis)

<i>Dépenses par catégorie telles qu'approuvées par l'Assemblée générale</i>	(1) <i>MONUG</i>	(2) <i>MINUBH</i>	(3) <i>MINUK</i>	(4) <i>UNFICYP</i>	(5) <i>FNUOD</i>
1. Personnel militaire	3 855 200	1 385 400	7 890 000	22 218 700	19 536 000
2. Personnel civil	13 352 700	108 605 100	320 280 500	8 525 400	5 210 400
3. Dépenses opérationnelles					
Locaux/hébergement	992 600	2 985 400	6 656 400	1 498 300	2 035 700
Remise en état des infrastructures	459 000	40 000	–	120 000	–
Transports	1 025 500	6 330 500	6 591 800	1 439 800	3 595 700
Opérations aériennes	2 761 500	3 023 300	4 552 200	1 203 900	–
Opérations navales	–	–	–	–	–
Transmissions	758 900	4 014 000	4 757 800	830 900	718 500
Matériels divers	980 500	2 098 100	4 959 200	1 112 800	1 001 000
Fournitures et services	777 800	2 576 100	16 146 100	2 198 800	1 351 200
Fret aérien et de surface	230 000	75 000	500 000	287 100	185 000
4. Autres programmes	189 000	482 600	1 170 800	56 300	145 400
5. Contributions du personnel	1 611 900	8 384 500	26 495 200	1 527 000	757 400
<b>Total partiel</b>	<b>26 994 600</b>	<b>140 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>41 019 000</b>	<b>34 536 300</b>
6. Montant calculé au prorata au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	85 289	442 327	1 263 791	129 599	109 117
7. Montant calculé au prorata au titre du compte d'appui	816 452	4 234 303	12 098 009	1 240 621	1 044 551
<b>Total</b>	<b>27 896 341</b>	<b>144 676 630</b>	<b>413 361 800</b>	<b>42 389 220</b>	<b>35 689 968</b>
<b>Engagements de dépenses autorisés et sommes mises en recouvrement</b>	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>27 896 341</b>	<b>144 676 630</b>	<b>413 361 800</b>	<b>42 389 220<sup>a</sup></b>	<b>35 689 968</b>

(6) FINUL	(7) MONUIK	(8) ATNUTO	(9) MINURSO	(10) MINUSIL	(11) MONUC	(12) MINUEE	(13) Total
56 273 560	23 430 000	105 766 700	7 248 000	204 605 600	46 341 900	39 675 050	<b>538 226 110</b>
15 068 100	14 298 100	106 299 600	24 809 000	19 692 700	49 946 700	14 516 400	<b>700 604 700</b>
1 473 000	1 642 300	4 860 000	560 200	6 035 600	2 885 400	3 918 500	<b>35 543 400</b>
–	60 000	1 990 000	30 000	1 192 500	–	–	<b>3 891 500</b>
13 503 400	3 524 900	4 684 000	2 768 800	3 295 200	3 227 200	2 475 900	<b>52 462 700</b>
1 400 600	2 988 300	34 601 000	6 404 900	28 445 800	74 962 000	16 937 300	<b>177 280 800</b>
–	142 300	1 290 500	–	–	–	–	<b>1 432 800</b>
1 644 600	846 600	3 624 400	862 900	1 241 500	1 569 200	2 378 400	<b>23 247 700</b>
2 628 200	898 900	1 606 000	1 453 300	658 700	5 144 000	1 004 300	<b>23 545 000</b>
5 104 700	1 005 100	5 794 900	1 030 700	7 413 200	5 040 400	4 823 300	<b>53 262 300</b>
643 900	35 000	750 000	48 000	450 000	4 300 000	540 000	<b>8 044 000</b>
254 900	105 900	1 758 700	65 000	344 200	1 406 500	2 664 300	<b>8 643 600</b>
1 554 000	2 130 600	8 974 200	3 568 800	1 625 000	5 176 700	1 066 550	<b>62 871 850</b>
	<b>51 108 000</b>		<b>48 849 600</b>		<b>200 000 000<sup>d</sup></b>		<b>942 507 500</b>
629 045	161 474	1 778 786	154 339	1 737 712	862 915	568 706	<b>7 923 100<sup>e</sup></b>
6 021 721	1 545 763	17 027 947	1 477 457	16 634 763	8 260 509	5 444 104	<b>75 846 200<sup>f</sup></b>
<b>6 650 766</b>	<b>52 815 237<sup>c</sup></b>	<b>18 806 733</b>	<b>50 481 396</b>	<b>18 372 475</b>	<b>209 123 424</b>	<b>6 012 810</b>	<b>1 026 276 800</b>
99 548 960 <sup>b</sup>	–	282 000 000 <sup>b</sup>	–	275 000 000 <sup>b</sup>	–	90 000 000 <sup>b</sup>	<b>746 548 960</b>
<b>106 199 726</b>	<b>52 815 237<sup>c</sup></b>	<b>300 806 733</b>	<b>50 481 396</b>	<b>293 372 475</b>	<b>209 123 424</b>	<b>96 012 810</b>	<b>1 772 825 760</b>

*Notes de l'annexe II*

<sup>a</sup> Y compris des contributions volontaires en espèces du Gouvernement chypriote, d'un montant de 13 565 715 dollars et du Gouvernement grec, d'un montant de 6,5 millions de dollars.

<sup>b</sup> Représente la moitié du montant approuvé à ce jour au titre de 2000-2001. Montant approuvé par l'Assemblée générale en tant qu'engagement de dépenses autorisées.

<sup>c</sup> Y compris une contribution volontaire en espèces du Gouvernement koweïtien d'un montant de 33 652 640 dollars.

<sup>d</sup> Représente la moitié du montant approuvé à ce jour pour 2000-2001. Montant approuvé par l'Assemblée générale en tant qu'ouverture de crédits.

<sup>e</sup> Compte tenu d'un montant de 1 059 500 dollars, correspondant au report du solde inutilisé et aux intérêts, ainsi qu'à des recettes diverses, pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

<sup>f</sup> Y compris un montant de 1 300 900 dollars, correspondant au report du solde inutilisé et aux intérêts, ainsi qu'à des recettes diverses, pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.



## Annexe III

**A. Tableau récapitulatif des montants indicatifs à répartir  
entre les États Membres au titre des opérations de maintien  
de la paix en activité**

(En dollars des États-Unis)

Mission	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Résolution de l'Assemblée générale	1er juillet 1999- 30 juin 2000 Solde inutilisé	1er juillet 2000- 30 juin 2001 Montants mis en recouvrement	Total des montants répartis	1er juillet 2001- Montant mensuel
<b>MONUG</b>					
Montant brut	55/267	(5 996 479)	–	27 896 341	2 324 695
Montant net		(5 775 479)	–	26 175 806	2 181 317
<b>MINUBH</b>					
Montant brut	55/268	(25 990 381)	3 967 691 <sup>a</sup>	144 676 630	12 056 385
Montant net		(24 826 081)	3 734 372	135 728 725	11 310 727
<b>MINUK</b>					
Montant brut	55/227 B	(65 272 000)	–	413 361 800	s.o.
Montant net		(57 860 300)	–	385 256 870	s.o.
<b>UNFICYP</b>					
Montant brut	55/266	(523 400)	963 364 <sup>b</sup>	22 323 505 <sup>d</sup>	1 860 292
Montant net		(504 000)	879 279	20 631 431	1 719 286
<b>FNUOD</b>					
Montant brut	55/264	(324 900)	–	35 689 968	2 974 164
Montant net		(297 700)	–	34 793 582	2 899 465
<b>FINUL</b>					
Montant brut	55/180 B	–	–	106 199 726	s.o.
Montant net		–	–	103 408 031	s.o.
<b>MONUIK</b>					
Montant brut	55/261	(1 216 883)	–	19 162 597 <sup>d</sup>	1 596 883
Montant net		(884 833)	–	16 826 321	1 402 193
<b>ATNUTO</b>					
Montant brut	55/228 B	(57 990 000)	–	300 806 733	s.o.
Montant net		(53 116 100)	–	289 566 839	s.o.
<b>MINURSO</b>					
Montant brut	55/262	(2 913 400)	–	50 481 396	4 206 783
Montant net		(2 312 800)	–	46 716 010	3 893 001
<b>MINUSIL</b>					
Montant brut	55/251 B	(2 450 800)	–	293 372 475	s.o.
Montant net		(2 336 400)	–	289 534 096	s.o.

<i>Mission</i>	<i>Résolution de l'Assemblée générale</i>	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
		<i>1er juillet 1999- 30 juin 2000</i>	<i>1er juillet 2000- 30 juin 2001</i>	<i>1er juillet 2000- 30 juin 2001</i>	<i>1er juillet 2001-</i>	<i>1er juillet 2001-</i>
		<i>Solde inutilisé</i>		<i>Montants mis en recouvrement</i>	<i>Total des montants répartis</i>	<i>Montant mensuel</i>
<b>MONUC</b>						
Montant brut	55/275	(3 409 600)		90 800 600 <sup>c</sup>	209 123 424	s.o.
Montant net		(3 605 300)		88 258 500	202 847 602	s.o.
<b>MINUEE</b>						
Montant brut	55/252 B	–		–	96 012 810	s.o.
Montant net		–		–	94 221 882	s.o.
<b>Total, montant brut</b>		<b>(166 087 843)</b>		<b>95 731 655</b>	<b>1 719 107 405</b>	
<b>Total, montant net</b>		<b>(151 518 993)</b>		<b>92 872 151</b>	<b>1 645 707 195</b>	

<sup>a</sup> Le montant au titre de la MINUBH correspond à la prorogation du mandat de la Mission du 22 au 30 juin 2001.

<sup>b</sup> Le montant au titre de l'UNFICYP correspond à la prorogation du mandat de la Mission du 16 au 30 juin 2001.

<sup>c</sup> Montant des ressources supplémentaires approuvées pour la période.

<sup>d</sup> Après déduction des contributions volontaires en espèces.

<sup>e</sup> **Les montants sont indicatifs, pour les raisons expliquées au paragraphe 9 de la note. Ils doivent être mis en recouvrement à raison des montants mensuels indiqués dans la colonne 5, compte tenu de la durée du mandat prorogé.**

<sup>f</sup> Le solde inutilisé ne peut être reporté qu'à hauteur du montant réparti, le solde venant en déduction du montant mis en recouvrement pour la période suivante.



(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
<i>30 juin 2002</i>					
(2)+(3)+(4) Montant des contributions dues	Contributions mises en recouvrement			(2)+(3)+(8) Montant total mis en recouvrement <sup>e</sup>	(6)-(10) Solde à mettre en recouvrement <sup>e</sup>
	Résolution du Conseil de sécurité	Montant	Période		
21 899 862	1339 (2001)	2 324 695	1er au	–	21 899 862
20 400 327	31 janv. 01	2 181 317	31 juill. 01	–	20 400 327
122 653 940	1357 (2001)	141 059 715	1er juill. 01	119 037 025	3 616 915
114 637 016	21 juin 01	132 335 507	au 21 juin 02	111 243 798	3 393 218
348 089 800	1244 (1999)	413 361 800	1er juill. 01	348 089 800	–
327 396 570	10 juin 99	385 256 870	au 30 juin 02	327 396 570	–
22 763 469	1354 (2001)	10 231 606	1er juill. au	10 671 570	12 091 899
21 006 710	15 juin 01	9 465 073	15 déc. 01	9 840 352	11 166 358
35 365 068	1351 (2001)	14 870 820	1er juill. au	14 545 920	20 819 148
34 495 882	30 mai 01	14 497 325	30 nov. 01	14 199 625	20 296 257
106 199 726	1337 (2001)	23 242 259	1er au	23 242 259	82 957 467
103 408 031	30 janv. 01	22 109 281	31 juill. 01	22 109 281	81 298 750
17 945 714	S/2001/328	6 387 532	1er juill. au	5 170 649	12 775 065
15 941 488	5 avril 01	5 608 772	31 oct. 01	4 723 939	11 217 549
242 816 733	1338 (2001)	242 816 733	1er juill. au	242 816 733	–
236 450 739	31 janv. 01	236 450 739	31 déc. 01	236 450 739	–
47 567 996	1359 (2001)	21 033 915	1er juill. au	18 120 515	29 447 481
44 403 210	29 juin 01	19 465 005	30 nov. 01	17 152 205	27 251 005
290 921 675	1346 (2001)	155 872 475	1er juill. au	153 421 675	137 500 000
287 197 696	30 mars 01	152 846 596	30 sept. 01	150 510 196	136 687 500

(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
<i>30 juin 2002</i>					
(2)+(3)+(4) Montant des contributions dues	Contributions mises en recouvrement			(2)+(3)+(8) Montant total mis en recouvrement <sup>e</sup>	(6)-(10) Solde à mettre en recouvrement <sup>e</sup>
	Résolution du Conseil de sécurité	Montant	Période		
296 514 424	1355 (2001)	209 123 424	1er juill. au	296 514 424	–
287 500 802	15 juin 01	202 847 602	31 déc. 01	287 500 802	–
96 012 810	1344 (2001)	43 512 810	1er juill. au	43 512 810	52 500 000
94 221 882	15 mars 01	42 344 036	15 sept. 01	42 344 036	51 877 846
<b>1 648 751 217</b>		<b>1 283 837 784</b>		<b>1 275 143 380</b>	<b>373 607 837</b>
<b>1 587 060 353</b>		<b>1 225 408 123</b>		<b>1 223 471 543</b>	<b>363 588 810</b>



## B. Soldes inutilisés au titre d'opérations de maintien de la paix achevées à porter au crédit des États Membres

(En dollars des États-Unis)

	(1) <i>Résolution de l'Assemblée générale</i>	(2) <i>1er juillet 1999-30 juin 2000</i>
		<i>Solde inutilisé</i>
<b>MONUA</b>		
Montant brut	55/260	(818 100)
Montant net		(903 800)
<b>MINURCA</b>		
Montant brut	55/270	(1 197 100)
Montant net		(1 152 400)
<b>MIPONUH</b>		
Montant brut	55/269	(394 916)
Montant net		(523 316)
<b>MONUT</b>		
Montant brut	55/263	(2 416 106)
Montant net		(2 180 934)
<b>Total, montant brut</b>		<b>(4 826 222)</b>
<b>Total, montant net</b>		<b>(4 760 450)</b>

**Sigles**

ATNUTO	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment
MINUBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINURCA	Mission des Nations Unies en République centrafricaine
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MIPONUH	Mission de police civile des Nations Unies en Haïti
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUT	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre